



LES RELATIONS
RUSSO-AMERICAINES
DANS L'APRÈS
GUERRE FROIDE

De l'antagonisme idéologique
à
la collaboration pragmatique

Chef d'Escadron Philippe Cholous

10^{ème} promotion du Collège Interarmées de Défense

Année 2002/2003

Mémoire de géopolitique.

Directrice de séminaire : Mademoiselle Isabelle Facon.

PLAN

LES RELATIONS RUSSO-AMERICAINES DANS L'APRES GUERRE FROIDE

De l'antagonisme idéologique à la collaboration pragmatique

1) UNE GUERRE FROIDE FONDATRICE :

11) EQUILIBRE DE LA TERREUR ET LOGIQUE DE BLOCS

- 111) Les concepts
- 112) Des affrontements indirects
- 113) Les désillusions américaines de la détente

12) UNE FASCINATION DURABLE ET RECIPROQUE

- 121) La fascination de la patrie du socialisme pour les Etats-Unis
- 122) « God bless America » ou la fascination américaine pour l'URSS

2) L'EMERGENCE D'UN RAPPORT DU FAIBLE AU FORT

21) LA REDEFINITION DES RAPPORTS RUSSO-AMERICAINS

- 211) L'état des lieux en Russie
- 212) La vision diplomatique russe
- 213) La nostalgie d'un monde bipolaire
- 214) La vision diplomatique américaine

22) LA FIN D'UNE RELATION PRIVILEGIEE ET PARITAIRE

- 221) A nouveaux présidents, nouveaux rapports
- 222) L'évolution des doctrine militaires russes
- 223) Le déclin de l'armée russe ou le temps des humiliations
- 224) La présence américaine en mer Caspienne

3) LES CONSEQUENCES DU 11 SEPTEMBRE

31) UNE NOUVELLE DONNE STRATEGIQUE

- 311) « L'incroyable alliance »
- 312) Les relations Europe-Russie
- 313) Les relations Russie-OTAN
- 314) La détente en mer Caspienne, atout majeur pour la Russie

32) ENTRE ALLIANCE OBJECTIVE ET INTERETS NEGOCIES

- 321) L'alliance objective
- 322) Le rôle essentiel de Poutine
- 323) Des intérêts négociables
- 324) Les points d'achoppement avec l'occident

INTRODUCTION :

Jusqu'au début du XXème siècle l'Europe occidentale domine le monde. La Grande Bretagne et la France, prenant le relais de l'Espagne et du Portugal, ont acquis des empires coloniaux sur lesquels le soleil ne se couche jamais. De son côté l'Allemagne fait figure de grande puissance militaire continentale. Le premier conflit mondial constitue sans que l'on y prenne garde, l'événement qui annonce le déclin des puissances de la vieille Europe.

La Confrontation des deux géants, russe et américain, annoncée par l'abbé Mably au XVIIIème siècle puis par monsieur de Tocqueville au XIXème siècle, a donc bien lieu mais beaucoup plus tard que prévu, puisqu'au seul lendemain du deuxième conflit mondial.

Née en 1917 de la révolution bolchevique en Russie, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques a été pendant plus de 70 ans le modèle pour les communistes du monde entier. Tout d'abord mise en quarantaine, l'URSS devient après 1945 une superpuissance politique et militaire à la tête du monde communiste. Dès sa création le régime communiste se heurte à l'opposition idéologique des puissances occidentales qui soutiennent pendant plus de trois ans les contre-révolutionnaires blancs contre l'Armée rouge naissante. L'URSS n'est finalement créée qu'en 1922. Elle demeure à ce jour l'unique exemple d'état fondé et nommé sur un critère idéologique et non géographique. Elle ne devient l'autre grande puissance mondiale qu'au lendemain de sa deuxième grande guerre patriotique, une fois encore victorieuse.

Jusqu'en 1917, l'Amérique misant sur la prise en compte des espaces maritimes applique une politique isolationniste. Forcés d'entrer dans la guerre en 1917, les Etats-Unis après avoir mis sur pied la société des nations, en reviennent à l'isolationnisme. Le slogan du républicain Harding est éloquent : retour à la normale ! Il se refuse même à intégrer tout système d'alliance. Dans le même temps l'URSS naissante est un temps mise au ban des nations. Une nouvelle fois obligés d'entrer en guerre en 1941, les Etats-Unis perçoivent dès la fin du conflit la menace totalitaire que fait peser l'URSS sur le reste du monde. L'épidémie marxiste doit être enrayerée. Première puissance mondiale, l'Amérique met alors en place des institutions (ONU, GATT, BIRD, SMI, FMI, etc.) en charge d'organiser les relations internationales dans le sens qui est le sien. Ils s'opposent indirectement, par l'endiguement, à toute expansion communiste dans le monde.

C'est la guerre froide. Pendant presque un demi siècle de guerre froide les affrontements militaires se font sur des théâtres d'opérations périphériques et par vassaux interposés. Fort heureusement pour les seuls pays de l'hémisphère nord l'affrontement direct et frontal de ces deux puissances militaires et nucléaires, tant redouté en Europe occidentale, peut finalement être évité. La guerre froide est tout compte fait une longue guerre d'usure qui s'arrête en 1989 par la défection de l'un des deux protagonistes, économiquement exsangue.

S'il est donc un bouleversement politique majeur dans la deuxième partie du 20^{ème} siècle, c'est bel et bien l'effondrement du communisme en 1989, entraînant la disparition de l'Union Soviétique qui survient deux ans plus tard en 1991. Cet événement met fin à l'équilibre de la terreur qui a tenu le monde en haleine de 1946 à 1989. Toutefois l'affrontement idéologique des deux blocs laissera pour de longues années encore, des traces dans les esprits et dans les raisonnements.

Il convient donc de se pencher sur les actuelles relations russo-américaines dans l'après-guerre froide et de voir comment ces deux géants sont progressivement passés d'un antagonisme d'essence idéologique et presque spirituelle, à une collaboration des plus pragmatiques.

1) UNE GUERRE FROIDE FONDATRICE :

La « guerre froide », expression attribuée à Bernard Baruch, un banquier conseiller du président Roosevelt, recouvre une période qui s'étend de 1946 (refus du plan Marshall par les pays de l'est) au 9 novembre 1989 (chute du mur de Berlin). Cette période n'est toutefois pas homogène, tant il est vrai qu'à partir de 1962 se succéderont des périodes de détente et de tension alternées. On ne peut pas comprendre la nature et la complexité des rapports russo-américains actuels, sans revenir brièvement sur cette période fondatrice.

11) EQUILIBRE DE LA TERREUR ET LOGIQUE DE BLOCS

111) Les concepts

Le philosophe Raymond Aron définissait ainsi la guerre froide : « Guerre improbable, paix impossible ». De fait l'équilibre de la terreur institué par deux puissances nucléaires équivalentes et opposées, rendait improbable la réalisation d'un conflit majeur. Paradoxalement, les divergences idéologiques inconciliables ainsi que les objectifs de puissances et d'influences de ces deux pays étaient si antagonistes, que toute paix était par nature impossible. L'URSS poursuivait le rêve d'une révolution mondiale, alors même que le monde occidental s'échinait à vouloir convertir les pays communistes au capitalisme et aux libertés publiques. Ce que Pascal Boniface définit comme un « jeu à sommes nulles » nourrissait les arrières pensées réciproques et rendait illusoire toute bonne foi dans les négociations. Dans un statu quo figé, chacun était condamné à préparer une guerre qu'il pensait l'adversaire capable de déclencher.

Moscou se créa ainsi un glacis territorial, concept qui aujourd'hui encore pèse lourd dans la vision stratégique des élites russes. De cette notion de glacis territorial, il reste aujourd'hui la notion d'« étranger proche » si chère à l'actuelle diplomatie russe. Cette notion de glacis fût d'ailleurs dénoncée dès 1946 par le président Churchill, qui le premier parla de l'instauration d'un « rideau de fer ». Les blocs étaient ainsi nés, fruit des occupations militaires et leur différenciation économique accentuée par le plan Marshall. Les événements de Prague en février 1948 furent le dernier coup de main des soviétiques pour achever leur domination en Europe de l'Est. Seule la Yougoslavie communiste et auto libérée du maréchal Tito, ainsi que la Finlande, sortirent du joug soviétique. Il faut bien

comprendre que ce n'est pas moins de 73 ans de communisme, soit l'espace de plus de 3 générations, qu'ont subi le peuple russe.

En réponse à la volonté quasiment messianique de propagation de l'idéologie communiste, les Etats-Unis prirent la tête du monde libre et définirent la stratégie de l'endiguement. Là encore se fait jour l'idée d'une mission supranationale et universelle qui pèse lourd dans l'inconscient collectif des décideurs et de la population nord américaine. Face à l'intégrisme islamique d'aujourd'hui comme au communisme d'hier, refait surface la théorie des dominos.

La perspective de l'affrontement final, voire de l'apocalypse nucléaire, a profondément marqué les peuples russes et américains et imprègne aujourd'hui encore l'état d'esprit de leurs élites dirigeantes. Plus concrètement, la logique de blocs, donne naissance à deux entités, d'une part l'OTAN toujours active et d'autre part le défunt pacte de Varsovie.

La logique de blocs a longtemps constitué un véritable frein à la mondialisation, notamment dans le domaine des échanges humains et de l'information. C'est un véritable gel de la mondialisation qui a eut lieu, alors que les progrès techniques la rendaient déjà possible.

112) Des affrontements indirects

Il n'y eut pas d'affrontements directs entre Moscou et Washington, sinon par le verbe. Les deux superpuissances s'éprouvèrent indirectement, par alliés interposés. Ce fût dès 1948 le blocus de Berlin, opéré par les soviétiques et destiné à couper la capitale de l'Allemagne de l'ouest. Le pont aérien mis en place par les américains sauva la ville, mais la partition de l'Allemagne était consommée. En 1950 éclata la guerre de Corée qui demeure le conflit le plus meurtrier de la guerre froide avec 2.5 millions de morts et de blessés en 3 ans. Là encore ce conflit aboutit à une partition du pays. Ce fût ensuite la crise de Suez en 1956, au cours de laquelle la position des Etats-Unis vis-à-vis de ces alliés fût moins claire. Il y eu encore l'édification du mur de la honte à Berlin en 1961, matérialisation concrète du rapport frontal existant entre blocs. Ces rapports indirects, par ennemis interposés, touche à son paroxysme avec la guerre du Vietnam.

De fait l'URSS fût activement présente sur les 5 continents par ses conseillers militaires en Afrique (Angola, Mozambique, Ethiopie..), en Amérique latine (Cuba et

Nicaragua), en Asie (Vietnam et Inde) et dans le monde arabe (Libye, Syrie, Algérie etc.) En outre l'Armée rouge intervint à plusieurs reprises hors de ses frontières : dans le cadre du pacte de Varsovie en 1956 en Hongrie, en 1968 en Tchécoslovaquie et hors de ce cadre en 1979 en Afghanistan.

113) Les désillusions de la détente pour les américains

La première période de détente fut avant même la guerre froide, la fin de la deuxième guerre mondiale. Hors, force est de constater que l'URSS qui souffrit terriblement de cette guerre, sortit néanmoins grand vainqueur de ce second conflit mondial, par ses gages territoriaux considérables ainsi que du fait de l'extension majeure de son influence.

Dès 1953 Nikita Khrouchtchev succédant à Joseph Staline, lance l'idée de la détente en admettant l'idée d'une possible coexistence pacifique. Il rend ainsi effective la détente des rapports Est-Ouest tout en poursuivant la compétition avec les Etats Unis. Brejnev à son tour relance un temps la détente au travers d'accords de désarmement, notamment ceux d'Helsinki. Il en profite pour mener une politique expansionniste dans le tiers monde au point de se voir attribuer le surnom significatif de Brejnev l'africain.

Il y a enfin les réformes de Gorbatchev avec sa politique de glasnost (transparence) et de pérestroïka (restructuration) qui pour imparfaite qu'elles soient, ouvrent la voie à l'effondrement définitif de l'URSS.

De son côté, après la deuxième guerre mondiale, l'Amérique acquiert la certitude de pouvoir concilier ordre mondial et intérêt national. Ce pari s'avère payant. Dans les années 60, la réussite américaine est éclatante. Sa puissance militaire s'accompagne d'un remarquable dynamisme économique. Les industriels américains investissent et partent à la conquête de l'Europe et du monde libre.

La guerre du Viêt-Nam et son coût militaire, économique et humain viennent ébranler ce bel ordonnancement. Le retrait honteux du «merdier » en 1975, consacre l'échec cuisant des Etats-Unis. Ce pays prend conscience de l'érosion certaine de leur puissance après des années d'une insolente domination. Cette crise est d'autant plus vive que les américains s'aperçoivent que la détente a surtout profité à l'URSS. En effet, les soviétiques ont conforté leurs positions en Asie et investi le continent africain, voire même en Amérique latine. L'année 1979 est pour les Etats-Unis une « annus horribilis » puisque c'est celle de la victoire sandiniste au Nicaragua, de la révolution iranienne, du second choc pétrolier et de l'invasion soviétique en Afghanistan.

Tirant les leçons des échecs de la politique de détente, le président Reagan, privilégie la dimension militaire dans le rapport Est-Ouest et réaffirme la place des Etats-Unis à la tête du monde libre. C'est le déploiement des euromissiles et le projet de guerre des étoiles. C'est par cette course technologique ruineuse que la Russie ne peut économiquement suivre, que les américains provoqueront la chute de l'énigmatique et surpuissante URSS.

12) UNE FASCINATION DURABLE ET RECIPROQUE

121) La fascination de la patrie du socialisme pour les Etats Unis

La réaction de la société russe aux mesures réformistes de Mikhaïl Gorbatchev et de Boris Eltsine a été du même genre que celle observée au XIXe siècle. Aujourd'hui comme alors, on soulève la question du rôle historique particulier de la Russie comme interface entre l'Est et l'Ouest. A l'Est des craintes sont exprimées quant à l'influence corruptrice de la culture occidentale. Aujourd'hui comme alors, les spécialistes de la société russe distinguent trois écoles de pensée dès lors qu'on envisage la place de la Russie dans le monde. La première prône le rapprochement vis-à-vis de l'Occident et de l'Europe, la deuxième préconise le renoncement à des liens étroits avec l'Occident au profit de l'alternative orientale, la troisième, enfin, est favorable à un équilibre entre l'Est et l'Ouest afin de profiter de liens avec ces deux parties tout en conservant une identité russe distincte.

De nombreux russes ont une perception historique singulière de ce qu'Andreï Gratchev appelle « l'exception russe ». Cette idée est que la Russie serait chargée d'agréer les fautes de l'humanité en général et de l'occident en particulier. Le mot « zapad » (« l'occident ») constitue encore pour beaucoup de russes un sujet de répulsion et de fascination du même type que ce que les chrétiens éprouvent pour le péché.

122) « God bless America » ou la fascination américaine pour la Russie

A l'Ouest des doutes sont émis au sujet de la reprise du modèle occidental par la Russie et de sa dépendance de l'aide occidentale. Etat d'essence idéologique et totalitaire, l'URSS est pour les américains l'incarnation du mal absolu. C'est l'autre grande puissance, l'autre Etat fédéral majeur, à la tête en ce qui le concerne, des pays réfractaires aux idéaux américains ou des pays réputés non alignés. Cette opposition absolument symétrique correspond bien à la vision manichéenne du monde de l'Amérique protestante et parfois

puritaine. Vue d'une nation qui place sa « confiance en Dieu », l'URSS reste profondément attaché au culte stalinien de la personnalité et à un système concentrationnaire responsable de la disparition d'au moins 20 millions de personnes. La pratique stalinienne évoque des pratiques barbares dans le subconscient collectif des occidentaux, images qui renvoient la Russie dans l'univers des tyrans asiatiques comme Gengis Khan ou Ivan le Terrible. C'est de cette image que découle la mission presque messianique que les américains prêtèrent à leur pays, celle d'endiguer le communisme en installant un cordon sanitaire autour de l'URSS.

De la même manière que les américains ont conscience du fait que leur pays est le fer de lance du monde libre, l'URSS leur apparaît exercer à juste titre un incontestable ascendant sur le monde communiste. A la tête de la direction du mouvement communiste international tout au long de son existence, l'URSS ne sera jamais remise en cause dans ce rôle, pas même par la Chine Populaire au pire moment des tensions Sino-soviétiques. Elle est bien la patrie du socialisme pur et dur si étranger au cœur des américains. Enfin l'URSS conserva jusque dans les années 1980 une influence politique considérable s'exerçant bien au-delà du monde communiste, notamment au sein des pays non alignés.

2) L'EMERGENCE D'UN RAPPORT DU FAIBLE AU FORT

21) LA REDEFINITION DES RAPPORTS RUSSO-AMERICAINS

211) L'état des lieux en Russie

2111) D'un point de vue militaire

L'ancienne Armée Rouge, armée régulière subsiste. Créée par Trotski pour combattre les blancs, elle acquiert une puissance considérable avec la militarisation de la société communiste. Elle se pare d'un prestige sans égal grâce à la deuxième grande guerre patriotique, celle de 1940/41. Mais l'Armée russe n'est pas l'Armée rouge !

La Russie a hérité 60% de toutes les Forces armées de l'ancienne Union Soviétique déployées en Russie. Elle a étendu encore ses ressources en prenant en compte une partie des moyens situés en dehors de son territoire au sein de la Communauté des Etats Indépendants. Au jour de la signature de la doctrine militaire de 1993, les Forces armées dépassaient

l'effectif de 2,8 millions d'hommes, ce qui correspondait à un ratio de la population 2 fois supérieur aux ratios occidentaux. Le budget militaire fonctionnait entre 10 et 20% du Produit Intérieur contre 3 à 4% pour les pays occidentaux, même si ces PIB ne sont guère comparables. Cependant, les crédits militaires ont été divisés par 5 depuis la chute du mur de Berlin. Il n'y a plus que la moitié des jeunes russes qui effectuent aujourd'hui leur service militaire. Le modèle traditionnel du citoyen en arme laisse place peu à peu à la professionnalisation des armées. Toutefois cette réforme est difficile à mettre en œuvre et l'armée régulière s'en trouve aujourd'hui dévalorisée, notamment au profit des forces de sécurité intérieure russe. Un fait est symptomatique de ce point de vue : avant l'arrivée du président Poutine, on a compté jusqu'à 6 mois de retard dans le versement des soldes. L'armée russe a des états d'âme qui confine à la déréliction.

La révision par les Etats Unis du traité ABM de 1972 dans la perspective d'une sanctuarisation du territoire nord-américain par un bouclier anti-missiles, ne fait qu'accroître le formidable déséquilibre entre ce pays et la Russie nouvelle. Si l'on s'en tient aux seuls chiffres, Pascal Boniface dans son « Année stratégique 2001 », nous apprend qu'avant même le 11 septembre 2001 le budget militaire des Etats-Unis d'Amérique représentait le tiers du budget militaire mondial pour un total de 270 milliards de dollars. Ce budget équivalait à ceux des 7 puissances militaires suivantes. A titre de comparaison, le budget militaire des 17 pays européens les plus puissants était alors de 170 milliards de dollars. Lorsque l'on sait que le président Bush a revu par deux fois à la hausse le budget militaire de son pays, on a une idée du formidable écart de puissance qui existe à ce jour entre l'Amérique et la Russie, notamment au regard du déclin de cette dernière. Selon les chiffres avancés par Youri Roubinski dans les « cahiers de Mars » le rapport des dépenses militaires entre les Etats-Unis et la Russie serait désormais de un à trente. Le déclin de l'Armée russe est incontestable, ce qui permit à Soljenitsyne d'écrire en 1998 dans son ouvrage intitulé « La Russie sous l'avalanche », que l'armée russe « n'est pas même capable d'assurer correctement la garde des casernes en temps de paix ». On peut légitimement s'inquiéter de savoir si elle conserve à ce jour la maîtrise réelle des importants stocks résiduels d'armements nucléaires dont elle a la charge.

Un autre indicateur de l'avance technologique militaire des Etats Unis sur la Russie réside dans le taux de pertes respectivement éprouvées. En effet dans son annuaire géostratégique « Puissances et Influences 2000/2001 », Arnaud Blin nous révèle que depuis 15 ans les Etats-Unis ont directement participé à 8 conflits et consentis seulement 474 morts.

Ce taux d'attrition n'est en aucune mesure comparable aux pertes massives subies par les troupes soviétiques puis russes, au cours de la même période.

Toutefois, l'armée russe conserve une partie de sa capacité de nuisance. Nul ne connaît l'état réel de ses équipements, de sa capacité nucléaire et du moral des troupes trop souvent examinées par le prisme ô combien déformant des médias. Sa modernisation est en cours et son dispositif se resserre et se professionnalise. Certes l'avènement de cette armée nouvelle est délicat, mais c'est le cas de toutes les réformes visant à professionnaliser des corps de troupes menées de par le monde. D'ailleurs ce qui est en cause plus que l'état de l'armée, c'est la légitimité des missions qui lui sont données, des guerres qu'on lui fait mener. La notion de guerre patriotique est aujourd'hui encore susceptible de galvaniser le soldat russe, tant elle concourt en propre à l'âme de ce vieux pays.

La société russe elle-même devra se convaincre de sa nécessité et traduire sa compréhension du besoin militaire par un niveau d'allocation budgétaire satisfaisant. Ce dernier ne pourra devenir une réalité qu'au prix d'un réel décollage économique de la Fédération de Russie. Le président Poutine pressent clairement l'effort à fournir en augurant « qu'il faudrait environ quinze ans et une croissance annuelle de PIB de 8% chaque année avant que la Russie atteigne le PIB par habitant actuel du Portugal ou de l'Espagne ». Dès lors, le rang militaire et de puissance de la Fédération n'est pas aisé à promouvoir et à défendre.

2112) D'un point de vue économique

Dans les années 80, les Etats-Unis d'Amérique connaissent une croissance économique très forte alors même que l'économie russe essoufflée par les efforts de défenses, s'effondre. L'asymétrie est totale avec, selon les ordres de grandeur avancés par monsieur Youri Roubinski dans le N°173 des « Cahier de Mars », un rapport de un à dix pour le PIB. Les russes n'ont pas pris conscience assez vite des réalités du monde contemporain. Ils avaient la certitude que l'URSS, en dépit d'infrastructures vieillissantes et d'une main d'œuvre peu motivée, était un grand pays économique. Il suffisait juste de remplacer l'idéologie par le profit, pour que tout se remette en ordre. Ils n'avaient pas réalisé qu'il convient pour faire des bénéfices de fabriquer au meilleur prix des produits correspondants à des besoins réels.

La croissance de l'économie russe repose principalement depuis 2000 sur les prix élevés du pétrole sur les marchés mondiaux. Fortement axée sur des produits de base, l'économie russe souffre donc peu du ralentissement mondial avéré avant même le 11 septembre 2001. En 2000, le taux de croissance du PIB était de 8,3 % mais l'inflation reste excessive. Le président Poutine et son ministre des finances Alexeï Koudrine ont admis depuis le 11 septembre qu'une baisse importante et prolongée des prix mondiaux du pétrole les forcerait à revoir leur planification budgétaire pour les années à venir, et ce d'autant plus que la Russie s'est engagée à rembourser toutes ses dettes existantes.

En 2003, l'économie russe a continué de croître pour la quatrième année consécutive même si le rythme s'est ralenti avec seulement plus quatre pour cent du PIB. La montée en puissance des groupes financiers industriels qui concentrent une grande partie des richesses du pays entre les mains de quelques uns est de ce point de vue un bienfait. Evgueni Lassine, ancien collaborateur de Boris Eltsine estime que ces oligarques « prennent des forces non plus seulement pour capturer de la rente mais pour se consacrer à la production réelle. » Ils consolident leurs acquisitions, s'emploient à améliorer la gestion et s'attachent à valoriser le capital. Huit grands groupes d'actionnaires contrôlent selon les chiffres avancés le 4 janvier 2003, par Nathalie Nougayrède dans *Le Monde*, 85% de la valeur des 64 premières entreprises privées de Russie. Selon les analystes de la Banque Brunswick les revenus des 12 premières sociétés privatisées sont comparables aux recettes du gouvernement fédéral. Selon une récente étude de la BERD, la fuite des capitaux s'est élevée en 2002 à 15 milliards de dollars contre 20 milliards de dollars par an dans la décennie écoulée. M. Lassine établit ce chiffre à 6 ou 7 milliards de dollars seulement. Cela dit, le niveau général des investissements en Russie reste faible à 17% du PIB, ainsi que le relèvent les économistes français Yvan Samson et Eric Brunat. Ce taux est inférieur à celui de l'Union Européenne alors que la Russie avec son infrastructure vieillie a des besoins énormes. Evgeni Lassine affirme que « la différence avec l'époque Eltsine est qu'aucun d'entre eux ne dispose d'une influence déterminante sur le chef de l'Etat. »

Sur le plan des ressources, Olivier Appert directeur de l'agence internationale de l'énergie rappelle lors du forum du futur le 27 mars 2003 à l'Ecole Militaire que, « la Russie est un exportateur très important de gaz dont les réserves présumées équivalent à celles du Moyen-Orient. Par contre, dans le domaine du pétrole, elle constitue un exportateur faible tant ses réserves sont malgré tout modestes, surtout au regard d'une consommation intérieure non négligeable. » Selon Aymeric Chauprade, la Russie avec 116 milliards de TEP, de potentiel énergétique, se suffit à elle-même sans pour autant être un exportateur majeur.

En conclusion on peut citer la formule désormais célèbre de Poutine : « La Russie est un pays riche de gens pauvres ». Encore faut-il minorer la portée de cette formule, tant le déclin démographique de ce pays semble prononcé.

2113) D'un point de vue démographique

La Russie possède une superficie qui fait plus de 31 fois la France. Il lui reste aujourd'hui 145 millions d'habitants. Cependant les russes sont sans cesse moins nombreux et la population de ce pays est toujours plus vieillissante puisqu'elle ne perd pas moins selon les statistiques officielles de 700.000 habitants par an. Ce déclin démographique est particulièrement marqué et rien dans les perspectives ou la conjoncture actuelle, ne permet d'entrevoir une amélioration, si petite soit-elle. Les conséquences de ce constat sont dramatiques à terme. En outre la population est fort mal répartie et l'est du pays est vide. Il s'apparente à ce que Churchill appelait le « ventre mou » d'un pays. Cette situation est d'autant plus préjudiciable que ces régions orientales sont soumises à la pression démographique chinoise.

La terreur de l'encerclement idéologique et militaire a fait place à la terreur de l'encerclement racial et religieux. Confronté à la pression démographique des pays musulmans du sud et aussi de la Chine, la Russie pèse de moins en moins du point de vue de la population. Cette balance négative, dont on ne voit pas comment elle pourrait s'inverser dans les années à venir, est lourde de conséquences tant sur le plan politique que psychologique. Elle conditionne le rôle international de la Russie, même en tant que puissance régionale.

212) La vision diplomatique russe

La fin de la guerre froide est un véritable bouleversement géopolitique ainsi résumé par Hervé Coutau-Bégarie dans le numéro 173 des « Cahiers de Mars » : « De deux puissances globales, on est passé à une seule hyper puissance ». Au début des années 90, la perestroïka (reconstruction), puis l'effondrement de l'URSS mirent à nu les réalités et les contradictions d'un empire décidément complexe. En quelques années, la « sixième partie du monde » autrefois unie, se couvre de républiques fédérées, de républiques et de régions

autonomes. Dépassé par une évolution rapide, le régime post-communiste moribond leur fait brusquement miroiter soit l'illusion d'un renouveau national, soit la chance d'accéder au statut de nation. La période de la présidence de Boris Eltsine, période aux réformes brutales qui plongeait la société russe dans une crise identitaire profonde, finit de bouleverser un monde ancien, sous bien des aspects immobile et sclérosé.

Cependant, l'idée perdure indéniablement dans les élites russes, que l'Occident doit reconnaître à la Russie malgré la profonde crise qu'elle traverse, un statut de puissance de premier plan et de partenaire incontournable. Ce phénomène relève de la nostalgie sinon d'un complexe de supériorité anachronique. En effet, aujourd'hui, la Russie carrefour entre l'Europe et l'Asie, mais aussi puissance essentiellement continentale tournée vers l'Europe, doit se poser la question de savoir si ses préoccupations immédiates et sa dimension réelle qui ne sont pas plus précisément, que celle d'une puissance à vocation essentiellement régionale.

Enfin, la crise du Kosovo a été vraisemblablement le point de départ d'une prise de conscience terrible de la Russie tout entière : la sécurité en Europe n'est plus un dialogue exclusif entre Moscou et Washington. La relation exclusive entre les deux seuls grands n'existe plus. Consciente de cette réalité dégradante la Russie tente de réagir comme en témoigne la nomination en 1996 d'Evgueni Primakov au poste de ministre des affaires étrangères, dans le but affiché de promouvoir un monde multipolaire face aux avancées hégémoniques des Etats-Unis. En ce qui concerne la conception qu'a Poutine de la relation à mettre en œuvre avec l'Occident, il affirme désormais nettement que son objectif est la modernisation de la Russie et son intégration au monde occidental. Il n'a pas les mêmes réticences dures sur l'intégration que d'autres responsables plus traditionnels de la politique intérieure et étrangère russe. Il n'est plus dans un rapport de stricte comparaison de puissance ou d'influence pure, et ne partage pas cette idée selon laquelle la stature de la Russie serait diminuée par rapport à l'Occident du fait de relations non confrontationnelles. Staline disait de Churchill et Roosevelt : "Tous les deux vont vous voler, mais Churchill prendra les petites pièces tandis que Roosevelt, lui, il veut les grosses." Vladimir Poutine sait qu'il faut parfois laisser passer la monnaie pour garder les billets, savoir sacrifier l'accessoire pour sauvegarder tout ou partie de l'essentiel.

213) La nostalgie russe d'un monde bipolaire

Il existe chez les russes une véritable nostalgie du rapport stratégique bipolaire autrefois entretenu avec les Etats-Unis. Moscou et Washington constituaient alors les deux pôles politiques internationaux de référence. Les relations exclusives en matière de stratégie mondiale qui existaient entre les deux grandes puissances, maîtresses du monde des deux blocs, leur donnaient respectivement, une légitimité tant intérieure qu'extérieure. A partir des années 90, dès la fin de la guerre froide, alors que les Etats-Unis devenaient progressivement la seule hyper puissance, la Russie se débattait dans des problèmes de reconfiguration inextricables. Elle jouait même difficilement son rôle nouveau et réducteur de puissance régionale. Aujourd'hui, la Russie garde son siège au conseil de sécurité de l'ONU, mais elle semble avoir perdu les principales dimensions de la puissance. Dans ce contexte de perte d'influence, le dialogue américano-russe constitue provisoirement pour Vladimir Poutine le seul fondement réel de la puissance politique et diplomatique de son pays. D'aucuns vont jusqu'à prétendre qu'il existe une certaine nostalgie des discussions sur le contrôle des armements chez les dirigeants du Kremlin.

En effet, les relations avec les États-Unis, que Moscou considère comme la principale puissance économique internationale et le gestionnaire de fonds essentiels à la réforme et à la relance de la Russie, influent dans une certaine mesure sur tous les aspects de la politique étrangère russe. Moscou veut encore croire que la Russie demeure sinon au centre, du moins au sein des préoccupations majeures de la politique étrangère américaine. Les russes raisonnent en l'espèce par réciprocité, sachant les États-Unis occupent une place importante dans les calculs de la Russie. Les initiatives russes, par exemple, dans les territoires étrangers voisins, tiennent compte d'un niveau de tolérance présumé à la Maison-Blanche. Washington continue d'afficher une attitude modérée touchant les «territoires étrangers rapprochés», en tous points conforme aux propos jadis tenus par le président Clinton lors d'une entrevue donnée à « The Citizen » le 4 juillet 1994 : «Les États-Unis appuieraient les démarches volontaires d'anciennes nations du bloc soviétique en vue de s'unir de nouveau à la Russie au sein d'une fédération européenne de l'Est élargie ». Depuis peu, il semble que l'administration de G.W. Bush ait logiquement fait passer le problème russe à l'arrière-plan de ses préoccupations.

Le désarmement représente encore une opportunité pour Moscou de rester un partenaire important, voire incontournable. Dans cet esprit, Vladimir. Poutine manifeste des velléités d'intransigeance en matière de sécurité collective, aussi bien dans un but de

politique intérieure qu'extérieure. En effet, Il y a dans les relations entre les États-Unis et la Russie une divergence fondamentale puisque d'une part la rivalité stratégique semble céder le pas à la coopération stratégique, alors même que les désaccords, dans une large mesure non stratégiques, continuent de résister aux efforts bilatéraux de négociation. Moscou et Washington ont un point de vue commun sur un certain nombre d'autres questions importantes, comme la coopération stratégique en matière nucléaire, la CBW et la non-prolifération, y compris le TNP. Elles sont par ailleurs divisées sur d'autres points, par exemple, le Traité concernant les systèmes de missiles anti-missiles, l'exécution du traité CFE sur le désarmement, l'exploitation à des fins agressives des ressources de la Russie et des territoires qui lui sont proches par des compagnies étrangères. Il y a enfin les droits des minorités qui ne sont pas respectés en Russie comme c'est le cas en occident. Les Etats-Unis vont jusqu'à pratiquer çà et là, la discrimination positive. A l'opposé les russes se protègent des communautés minoritaires qui constituent à leurs yeux autant de menaces pour l'avenir du pays.

Bien que nostalgique, la Russie ne se ment plus à elle-même. Pour Vladimir Poutine les nouvelles menaces externes sont directement liées à l'occident dominé par les Etats-Unis d'Amérique. La Russie sait que sa perte de puissance incitera tôt ou tard l'Amérique à étendre leur domination au monde entier. En bon judoka, Poutine a compris qu'il faut mieux accompagner les mouvements initiés par la nouvelle hyper puissance, négocier et coopérer avec elle afin de profiter des retombées de sa formidable énergie, en attendant si nécessaire qu'elle trébuche.

Enfin, le retour de la Russie vers son état d'avant la révolution est perçue par beaucoup de russes comme une trahison de ce pourquoi 3 générations de soviétiques ont sacrifiés leur bonheur et parfois leur vie.

214) La vision diplomatique américaine

A la suite de la disparition de l'ogre soviétique, les Etats-Unis vainqueurs par un KO inattendu se retrouvent être l'unique grande puissance. Leur démonstration de force lors de la première guerre du golfe en 1990/1991, accrédite s'il en était besoins cette réalité. Cette facile victoire autorise les américains à rêver tout haut un nouvel ordre mondial dans lequel comme le dit alors George Bush senior « les nations unies libérées de l'impasse de la guerre froide sont en mesure de réaliser la vision historique de leurs fondateurs, un monde dans lequel la liberté et les droits de l'homme sont respecté par toutes les nations ». Mais les

Etats-Unis ne tardent pas à s'apercevoir que la disparition du seul adversaire à leur taille, n'est pas synonyme d'une non contestation de leur suprématie mondiale. Comme leurs alliés, ils sont souvent dépassés par la complexité des évolutions internationales et par les multiplicités des engagements extérieurs qu'elles entraînent.

A l'évidence les relations avec l'union soviétique ne sont pas simples. Cet interlocuteur, pour secondaire qu'il soit devenu, n'en demeure pas moins très particulier tant par son passif historique lourd que du fait d'un comportement et d'une logique slave qui lui sont propres. Là encore l'administration américaine s'efforce de privilégier un rapport pragmatique de puissance, mais doit aussi composer avec une opinion publique encore très méfiante vis-à-vis de la Russie. En effet, l'utilisation de la force contre la Tchétchénie, que l'Administration américaine a d'abord qualifiée d'affaire interne pour ensuite s'en préoccuper face au carnage fait par les bombardements russes, apportera de l'eau au moulin du Congrès républicain pour distancer les États-Unis de la Russie. Dans l'ensemble, cela n'a probablement aucun effet sur la politique générale de l'Administration d'appuyer la stabilité en Russie, mais fait que Moscou a plus de difficulté à atteindre son objectif de devenir un partenaire fréquentable et digne de considération. Pour les Etats-Unis, la Russie est devenue une puissance de second plan. Malgré les affirmations de Loukine, autorité en matière d'orientation économique et stratégique en Russie, son pays n'est plus un partenaire stratégique aussi important pour les américains au vingt et unième siècle. Il ne suffit d'ailleurs pas de vœux pieux pour changer des logiques de puissance. Toutefois la Russie demeure malgré tout un partenaire particulier qui a su par des changements de cap souvent brusques et surprenants, conserver une part de mystère.

22) LA FIN D'UNE RELATION PRIVILEGIEE ET PARITAIRE.

221) A nouveaux présidents, nouveaux rapports.

Bien avant même l'arrivée du président Poutine, les concessions asymétriques de Monsieur Gorbatchev envers le président Reagan sortirent celui-ci d'une attitude de prudente méfiance pour entrer dans une période de relative collaboration. L'avènement de relations différentes a été facilité par les accessions au pouvoir concomitantes, à l'aube d'un nouveau

millénaire, de George W Bush Jr. et de Vladimir Poutine. Ces nouveaux dirigeants émergent quelques années après la chute du mur, une fois l'événement consommé, digéré puis compris. Ces accessions au pouvoir se font à la faveur d'un changement de millénaire, c'est-à-dire à un moment psychologiquement important pour les opinions publiques et donc favorable aux changements de posture. Tout deux sont animés par la volonté farouche de promouvoir et maintenir la grandeur ainsi que le renouveau spirituel de leur pays. Tout deux font preuve de dynamisme, d'un certain pragmatisme et n'hésitent pas à conduire des opérations de guerre dès lors qu'ils jugent que les intérêts de leur pays l'exigent. Toutefois, il n'en demeure pas moins qu'ils ont chacun une vision très personnelle du rôle qu'ils ont à jouer.

2211) La vision de Poutine

Presque 10 ans après l'éclatement de l'Union Soviétique, l'élection de Vladimir Poutine à la tête de l'Etat russe le 26 mars 2000, marque pour la Russie une ère nouvelle mais incertaine. En effet, la question se pose de savoir comment concilier la volonté de réaffirmation des positions de la Russie sur la scène internationale, en particulier dans l'espace post-soviétique, et la coopération avec les puissance occidentales. Vladimir Poutine sent bien la nécessité de rééquilibrer, autant que faire se peut, le rapport de force existant désormais entre la Russie et l'occident en général, avec les Etats-Unis d'Amérique en particulier. De fait, le nouveau concept de sécurité nationale de la fédération de Russie est approuvé par le président alors par intérim, le 10 janvier 2000. Il est incontestablement plus agressif et frontal que ne l'était la précédente version de 1997 établie sous la présidence de Boris Eltsine. Le durcissement est patent en ce qui concerne l'abaissement du seuil d'emploi de l'arme nucléaire. En effet, la mise en oeuvre en est à présent possible « dans le cas où le déclenchement d'une agression armée risque de mettre en jeu l'existence même de la fédération en tant qu'Etat souverain et indépendant ». Cette doctrine nouvelle a été illustrée dès 1999 par les conclusions d'une manœuvre défensive nommée « occident 99 ». La Russie doit toutefois concilier la renaissance de sa diplomatie internationale avec ses intérêts propres, notamment en Europe, en Asie Centrale, en Transcaucasie ou au proche orient. C'est là l'axe d'effort du nouveau président. Cet ancien officier du KGB poursuit un objectif majeur, préserver voire faire grandir la grandeur de la Russie. Il a pour méthode un pragmatisme départi de toute idéologie, notamment de celle qui a coûté si cher à son pays.

2212) La vision de G.W. Bush

D'origine texane, George William Bush est le fils de l'ancien président Bush. Après des études moyennes et un passage ternes dans l'armée de l'air américaine qui le tient éloigné du conflit vietnamien, il grandit dans l'ombre de son père. Ayant connu des problèmes d'intempérance, il s'en sort grâce à une foi ardente. Sa vision de l'Amérique en découle et pour lui « l'Amérique ne peut échouer. Elle a reçu de la divine providence la mission sacrée d'apporter au monde la liberté ». Elu dans des circonstances contestées il s'impose à la faveur des attentats du 11 septembre 2001 qu'il considère dans son journal intime comme « le Pearl Harbor du XIX^{ème} siècle ». Pour les faucons qui entourent le président Bush, ce sont l'Asie et le Moyen-Orient qui présentent les risques stratégiques majeurs pour les années à venir. Ceci explique le retrait des troupes américaines d'Europe et le déplacement du dispositif de puissance vers la Turquie, le golfe persique et les anciennes républiques socialistes soviétiques. En outre, l'Amérique a compris que la mondialisation rend indispensable la capacité de projection de puissance. Les européens fondent leur action sur l'application du droit. A contrario, les américains font le choix d'asseoir leur action sur leur dispositif de puissance et si nécessaire par la guerre. Dans un monde fragile et ouvert, les Etats-Unis pensent devoir bénéficier d'une écrasante et unilatérale puissance militaire afin d'imposer liberté et démocratie. Très logiquement l'action unilatérale ou avec quelques amis proches et sûrs est désormais préférée aux coalitions complexes.

222) L'évolution des doctrines militaires russes

La rupture stratégique qui découle de la disparition de l'antagonisme des blocs a inévitablement conduit les décideurs russes à réviser sur le fond les conditions d'engagement des Forces armées de ce qui est devenu la Fédération de Russie. Cet ajustement doctrinal a de fait débouché sur la publication de nouvelles doctrines militaires. L'ancienne doctrine militaire ayant perdu de facto sa pertinence, la révision du concept d'emploi débouche dès novembre 1993 sur l'officialisation d'une nouvelle doctrine militaire d'emploi des Forces armées. En 1997, le concept de sécurité qui doit lui offrir son cadre est publié. Trois ans plus tard, sous l'impulsion de Vladimir Poutine sont successivement

diffusés la version 2000 du concept global de sécurité puis la version rénovée de la doctrine militaire de la Fédération.

Publiés à 7 ans d'intervalle, dans la première décennie post soviétique, ces documents de doctrine militaire ont pour ambition de promouvoir devant les autorités gouvernementales, des orientations générales de la sécurité militaire nouvelles et pertinentes pour la période de transition qui s'ouvre. Il faut bien comprendre que ces doctrines sont édifiées sur fond de controverse opposant les forces conventionnelles aux forces nucléaires, avant même d'aborder les perspectives de la professionnalisation des Forces armées. Cette professionnalisation engendre, en effet, une réelle crise des effectifs et pose le problème du format des armées.

La Doctrine militaire 1993 est adoptée le 2 novembre 1993 au moment où le Président de la Fédération de Russie, Boris Eltsine, est sur le point d'affirmer son autorité par l'obtention de pouvoirs constitutionnels très importants. Ils lui sont accordés en décembre 1993. En outre, l'optimisme de la Fédération vis à vis de ses relations avec l'occident commençant à s'estomper sous le coup des premières tensions, la doctrine militaire répond au désir de l'exécutif russe d'y réagir et de se replacer plus fermement sur la scène diplomatique internationale. La version de 1993 reste globalement marquée par l'espoir d'un partenariat stratégique équitable entre la Fédération et les pays occidentaux : la tendance à l'euphorie et à l'optimisme des mois qui l'ont précédée se fait encore incontestablement sentir. En cela, la doctrine 1993 se distingue nettement de la doctrine militaire 2000.

La nouvelle Doctrine militaire 2000 quant à elle constitue un outil dans les mains de Vladimir Poutine pour asseoir son autorité un mois après sa nomination comme Président par intérim de la Fédération de Russie. Elle lui permet de renforcer le principe de l'importance du facteur militaire dans les facteurs de puissance et de renouveler la doctrine militaire à la suite de la publication quelques semaines plus tôt du nouveau concept de sécurité. La version 2000 insiste d'une part sur le caractère par nature défensif de la nouvelle doctrine militaire, d'autre part sur le rôle fondamental de la centralisation de l'Etat, directement lié à la volonté de Vladimir Poutine de parvenir à une refondation de celui-ci. Cette volonté s'inscrit dans un cadre plus vaste, celui de l'organisation du système de défense et de sécurité de la Fédération de Russie. Ces deux versions répondent en définitif au même objectif général de sécurité. La dernière mouture s'avère toutefois plus agressive et aboutie, tant il est vrai qu'elle émane d'un gouvernement et d'un président manifestant une

volonté farouche de redonner à la Russie sa fierté, sa grandeur politique, économique et spirituelle passée

Il y eut pendant longtemps une relation privilégiée et paritaire. Nulle autre affaire que celle de Suez en 1956, ne saurait mieux résumer la convergence d'intérêt paradoxale des deux grands ennemis sur certains points. Cette crise fût la première apparition de ce que certains spécialistes qualifièrent de « condominium » : bien qu'adversaires, Washington et Moscou avaient des intérêts communs et en premier lieu celui de se partager la direction du monde. Revenons un instant sur l'analyse des faits. Afin de réagir à la nationalisation par l'Égypte du canal de Suez, la France, le Royaume Uni et Israël montent conjointement une opération militaire afin de réoccuper d'une part le Sinaï et d'autre part le canal. L'URSS menaçait Paris et Londres de représailles nucléaires. Washington qui n'avait pas été consulté quant à l'opération, n'apporta aucune aide à ses alliés. Français et britanniques durent donc capituler, devant la volonté des deux superpuissances. Confronté à un abaissement du pays sur la scène internationale, le président russe cherche à promouvoir une politique étrangère à la fois pragmatique et empreinte de Realpolitik. Le but majeur de cette politique est le maintien d'un rapport privilégié à défaut d'être équilibré avec les États-Unis d'Amérique. Comme l'a déclaré le chef de la diplomatie russe, Igor Ivanov, lors d'une conférence de presse : « la tendance à la mise en place d'un monde unipolaire avec une domination économique et militaire des États-Unis se renforce. La Russie cherchera à créer un système multipolaire dans les relations internationales. La diplomatie russe s'appuiera au besoin sur les services secrets lorsque les compétences des diplomates ne seront pas suffisantes. » La Russie porte donc désormais une attention particulière aux relations qu'elle exerce d'une part avec l'Union Européenne et d'autre part avec l'Asie. L'établissement de relations triangulaires privilégiées, Russie/Chine/Inde, est d'ailleurs à l'ordre du jour.

223) Le déclin de l'armée russe ou le temps des humiliations

Le désastre Afghan a entraîné une perte d'aura considérable de l'armée rouge. De ce Viêt-nam russe, les militaires ont gardé le sentiment très fort d'avoir été trahis par les hommes politiques. Le monde quant à lui garde l'image d'une armée rouge non plus invaincue mais défaite. Quelques années plus tard, la première campagne de Tchétchénie, qui recouvre les deux premières batailles de Groznyï, est un désastre. Le général Lebed doit négocier. Mais le camouflet le plus dur est à venir pour l'armée russe. En effet la deuxième campagne de Tchétchénie, couronnée par la victoire de Groznyï et la mort de nombreux

chefs tchéchènes, est à mettre au seul compte des forces de sécurité intérieures. A l'issue de ces deux guerres la perte de prestige de l'armée russe est immense. L'armée victorieuse de la deuxième grande guerre patriotique, laisse place à une armée piteuse, délaissée et vaincue.

2231) Le terrible échec du Kosovo (2000)

L'engagement de l'OTAN « hors zone » en ex-Yougoslavie, au besoins sans l'aval du conseil de sécurité de L'ONU et donc de ses membres, consacre de manière éclatante la nouvelle doctrine interventionniste de cette organisation issue de la guerre froide et par la même la perte de puissance considérable de la Russie en Europe. Cette évolution est d'autant plus inquiétante que l'élargissement vers l'est d'une part de L'OTAN et d'autre part de l'Union Européenne, bat son plein.

La guerre du Kosovo constitue à ce titre un terrible échec pour la Russie. Ce pays, proche du théâtre d'opération, n'est même plus considéré comme une puissance européenne. Elle est la grande vaincue de la guerre au Kosovo et son image sera difficile à rétablir dans la région. A l'instar de la guerre du golfe de 1991, la guerre du Kosovo oppose les faucons américains aux diplomates russes. Les américains interviennent en effet au moment et dans des conditions qui sont les leurs. Les russes sont opposés à la destruction de la Serbie. Tout d'abord, ils sont solidaires pour des raisons ethno-religieuses, désireux qu'ils sont de se présenter en protecteurs des slaves et des orthodoxes. De plus les russes savent que, stratégiquement, ils ont intérêt à préserver la Yougoslavie, seul état de la région à ne pas s'être aligné sur l'OTAN. Enfin, sur le plan européen, les russes ne veulent pas laisser le règlement des questions européennes à la seule Union Européenne appuyée par les Etats Unis. En dépit de ses efforts la Russie perd sur tous les tableaux. Les efforts entrepris pour arrêter les bombardements puis pour s'opposer au plan allemand du 14 avril, restent vains. L'OTAN voulait la capitulation de la Yougoslavie et l'obtient, malgré la Russie. Dans l'application du plan de paix, la Russie ne fait pas partie des vainqueurs et ne peut en conséquence obtenir de zone militaire à diriger au Kosovo. La Russie sauve la face dans un ultime baroud d'honneur, en devançant les troupes britanniques de la KFOR sur l'aéroport de Pristina, zone qu'elle ne lâchera plus. Ecartée de l'administration de l'ONU, la Russie démontre pourtant sa capacité de maintien de l'ordre et sa neutralité objective en s'opposant aux albanophones les 22 et 23 août, puis aux serbes le 6 septembre.

Cependant, le comportement de la Russie pendant la guerre du Kosovo a prouvé aux américains qu'elle ne pouvait être totalement exclue de la scène internationale, ni même être considérée comme un pays de seconde zone. Sa réaction d'orgueil à Pristina, à défaut d'être efficace, eut de l'allure et pour les européens comme pour les américains, c'est aussi cela qu'être une grande puissance. Pour sauver la face, la Russie entreprit le déploiement de 200 militaires prélevés sur le contingent de soutien de la paix en Bosnie, sur l'aéroport de Pristina. Cette victoire à la Pyrrhus bien que soulevant des réactions indignées, accrédiée dans l'esprit de tous l'idée que la Russie ne peut être tenue pour entité négligeable.

2232) La tragédie du Koursk

Les humiliations subies par la nation russe sont si bien résumées par la tragédie du Koursk, qu'il convient de revenir sur ce terrible épisode de l'histoire récente de la Russie. Cet événement douloureux est révélateur de la faiblesse de la flotte russe et les offres de secours ostentatoires et les commentaires des journalistes sont symptomatiques de la suffisance des occidentaux à l'égard de la Russie. Le 12 août 2000 vers 11 heures trente en immersion à 20 mètres, le sous-marin nucléaire Koursk, fleuron de la marine russe, sombre avec 116 hommes d'équipage. Selon le vice-amiral Motsak « tous les compartiments ont été inondés et aucun membre de l'équipage n'a survécu ». Cet accident révèle aux yeux du monde le piteux état de la flotte russe. Celle-ci a employé entre 1958 et 1995, 251 sous-marins à propulsion nucléaire. A l'apogée de sa puissance, le pays disposait de cent cinquante sous-marins opérationnels en même temps, dont cent pour la seule flotte du nord et cinquante pour celle du Pacifique. L'importance de ce parc décroît rapidement du fait de l'incapacité financière de la marine à l'entretenir. Selon une enquête de l'association norvégienne Bellona, la flotte du nord ne comptait plus en 1996 que 67 submersibles à propulsion nucléaire, 52 d'entre eux ayant été retirés du service actif. En 2000, toujours selon cette organisation, il ne restait que 40 sous-marins nucléaires en état dont 7 du type Oscar comme le Koursk dans le nord, contre 15 dans le Pacifique.

Afin de démanteler son parc la marine russe a d'abord stocké ses sous-marins le long des quais, voire coulés dans le fleuve Kola ou au large au risque de provoquer des catastrophes écologiques. Confrontés aux protestations occidentales dans les années 1990, la Russie a entamer avec plus de rigueur les bâtiments en isolant les matières nucléaires et en les envoyant dans des centres de stockage à terre à Mayak. Ces opérations sont très largement financées par l'occident à raison de 4 millions de dollars par navire. Les Etats-

Unis financent 4 démantèlements par an. La mise au rebut des sous-marins n'est que l'un des signes de déchéance de l'une des plus puissantes marines du monde. L'effondrement du moral des marins en est une autre. Les salaires sont payés irrégulièrement et les meilleurs partent travailler ailleurs ce qui pose objectivement la question de savoir si les sous-marins mal entretenus sont pilotés avec une compétence suffisante.

2233) L'assaut du théâtre de Moscou

La suffisance des dirigeants et des médias occidentaux se manifestent encore au grand jour, dans les commentaires qu'ils font après l'assaut malgré tout réussi du théâtre de Moscou le 26 octobre 2002, contre des terroristes Tchétchènes. Ceux-ci avaient menacé de tuer les otages à l'aube en faisant tout sauter. Certes l'opération a fait de nombreux morts qui auraient sans doute pu être évités si la dimension du soutien médical rapproché avait été mieux prise en compte. Mais pour l'essentiel, et alors que plus de 900 personnes étaient en danger de mort, cette opération demeure malgré tout une réussite politique et militaire. Il s'agit là d'un succès relatif pour les autorités russes en évitant le carnage mais sans pouvoir éviter les effusions de sang. En effet 90 otages et 42 membres du commando perdent la vie dans cet événement, en grande partie à cause des gaz soporifiques distillés par l'unité d'assaut. Toutefois, la détermination du président Poutine à lutter contre le terrorisme et la capacité des unités d'élites à neutraliser d'éventuels preneurs d'otages sont clairement établies aux yeux du monde. Le président déclare à la télévision que cette opération montre que l'on ne peut « mettre à genoux la Russie ».

La relation très négative de l'événement qui est faite dans les médias, notamment occidentaux, alimente la polémique sur le déroulement de l'opération et l'articulation des moyens de soutien sanitaire. A l'inverse, les principaux dirigeants occidentaux ne s'y trompent pas. Ainsi Jacques Chirac adresse immédiatement un message soulignant que « la priorité donnée à la préservation de la vie avait permis de limiter les conséquences de ce drame et d'éviter la tragédie que faisaient craindre les circonstances. Les Etats-Unis se déclarent «soulagés » par la fin de la prise d'otage sans commenter les moyens employés. De son côté la Grande-Bretagne salue « la fin rapide de la prise d'otage » tout en déplorant « la mort de personnes innocentes ».

Quoiqu'il en soit ces polémiques déplacées et violentes constituent une humiliation de plus pour la Russie.

224) La présence américaine en Caspienne

La période de transition entre la guerre froide et la situation actuelle a été souvent baptisée du nom de paix froide. Celle-ci s'est en fait tenue sur le terrain des intérêts économiques. Cet affrontement tint plus de la partie d'échec que de la guerre.

La lutte pour l'exploitation des réserves pétrolières s'est longtemps inscrite dans cette logique. L'accession à l'indépendance de nouveaux états riches en hydrocarbures, désireux de bénéficier au plus vite de revenus nécessaires à leur envol, a offert des opportunités extraordinaires aux compagnies pétrolières tant américaines que françaises, britanniques, norvégiennes et même japonaises.

Ces pays neufs sont en fait plus intéressants que la Russie elle-même qui possède d'ores et déjà des capacités nationales d'extraction. Par contre, l'atout de la Russie est territorial dans la mesure où pour sortir de l'ex espace soviétique, les opérateurs étrangers doivent composer avec la Russie. C'est bien là tout le problème de la Tchétchénie.

Il est une exception de taille toutefois, celle de la zone Caspienne qui échappe au contrôle territoriale de la Russie. Les routes qui partent de la mer caspienne échappent physiquement à la stricte zone d'influence russe. C'est la raison pour laquelle, cette région demeure un point de confrontation des intérêts russes et américains. Les Etats-Unis s'intéressent ainsi à une région qui n'avait jusqu'alors jamais bénéficié de la présence américaine. Les Etats-Unis sous la pression de puissantes compagnies pétrolières ou gazières, apportent leur soutien à de nombreux états de la région. De leur côté, ceux-ci, à savoir l'Azerbaïdjan, la Géorgie, le Kazakhstan, sont parvenus à une fragile indépendance et entendent désormais mettre en valeur leurs ressources sans l'aval de Moscou. Les lobbies pétroliers sont particulièrement puissants au congrès. Convaincus que l'Amérique doit diversifier ses sources d'approvisionnement, ces groupes de pression cherchent à s'assurer une accessibilité réelle à cette région. Pour les stratèges américains, l'idée est de faire passer les pipelines par une route évitant la Russie et l'Iran.

De fait, bien qu'elles soient des acteurs régionaux incontournables, ces deux puissances ont des intérêts susceptibles de se heurter à ceux des Etats-Unis. Ainsi la présence américaine dans la région se fait plus pressante. Le « silk road strategy act », édicté dès l'arrivée de l'administration Clinton, se propose d'importer les valeurs occidentales en Caspienne, en promouvant la démocratisation, l'économie de marché et le développement de la société civile. La Russie quant à elle, continue à considérer cette région comme une chasse gardée et voit d'un mauvais œil les prétentions américaines sur cette zone. Elle veut en outre

contrôler tout ou partie des vecteurs terrestres d'approvisionnement et de transport d'hydrocarbures.

3) LES CONSEQUENCES DU 11 SEPTEMBRE 2001:

31) UNE NOUVELLE DONNE STRATEGIQUE.

La croisade lancée par Washington contre le terrorisme à la suite des attentats du 11 septembre 2001, a changé la donne géopolitique dans le monde en général et en Asie centrale en particulier. La traque d'Oussama Ben Laden et de son organisation terroriste Al Qaïda (la base) est le point de départ d'une collaboration étroite. Contre l'avis de ses généraux Vladimir Poutine se montre plus que coopératif lorsque les américains décident de frapper l'Afghanistan afin d'y déloger Oussama Ben Laden. Tournant le dos aux pays dits « parias » il s'engage aux côtés des Etats-Unis contre le terrorisme international. Ce choix lui permet de légitimer aux yeux de l'Occident son combat contre les indépendantistes tchéchènes.

311) « L'incroyable alliance »:

Avant même le 11 septembre 2001, les russes étaient déjà en première ligne contre l'islamisme et en guerre larvée contre le régime intégriste de Kaboul. Il est vrai que dans l'ancien espace soviétique, l'islamisme tente de s'engouffrer dans le vide laissé par la défunte idéologie communiste. Les attentats perpétrés aux Etats-Unis donnent brusquement une force considérable à l'engagement du Kremlin contre le terrorisme islamiste, notamment en Tchétchénie, mais aussi contre les attentats islamistes à Moscou et dans les grandes villes de province russes. La convergence d'intérêts qui s'est trouvée au lendemain du 11 septembre 2001 est tout sauf incroyable, elle est même tout à fait logique de ce point de vue puisqu'elle s'inscrit dans une continuité politique pour les russes. Cette lutte commune explique la facilité avec laquelle les américains ont obtenus le droit d'utiliser des anciennes bases soviétiques en Asie Centrale. La Russie se range donc sans ambiguïté aucune aux côtés des américains dans leur lutte contre les réseaux d'Al-Qaeda et les Talibans. Cette aide va de la coopération active entre services de renseignements à l'ouverture de l'espace aérien

russe aux avions de guerre occidentaux, en passant par l'acceptation de la présence américaine en Asie centrale et par l'aide militaire directe à l'alliance du Nord. Bien que l'installation et le déploiement de forces armées étrangères à proximité immédiate des frontières russes, ne sont pas sans inquiéter les dirigeants et l'opinion publique de ce pays, on est loin des réaction de « l'empire du mal » jadis stigmatisé par le président Reagan.

Dès leur première rencontre, à Ljubljana, en juin 2001, George. William. Bush et Vladimir Poutine s'engagent dans une politique de rapprochement. Les événements du 11 septembre accélèrent par la suite le mouvement. En affirmant son total soutien à l'Amérique, le président russe opère un changement de cap historique, au point qu'une adhésion de la Russie à l'OTAN s'en trouve alors envisageable. Poutine profite de ce moment de crise pour reprendre l'initiative et s'efforcer de remettre la Russie au devant de la scène mondiale. Le 11 septembre aura été paradoxalement une date plus importante pour la Russie que pour les Etats-Unis. En misant sur un rapprochement rapide avec l'Occident, le président russe joue son avenir politique et celui de son pays. La Russie a beaucoup à gagner, mais peut aussi perdre ce qui lui reste de stature de grande puissance, voire jusqu'à sa souveraineté réelle. Il s'agit là d'un véritable coup de poker et Poutine le sait. Ses adversaires politiques aussi. Cette orientation politique et diplomatique nouvelle se manifeste par la participation active de la Russie à la victoire américaine dans l'opération antiterroriste en Afghanistan. Mais il y a aussi le démantèlement des bases militaires russes au Vietnam et à Cuba ainsi que l'accord sur un futur système de sécurité collective en Asie centrale à parité avec les Etats-Unis. Pour audacieuses qu'elles soient, ces concessions unilatérales n'en sont pas pour autant dépourvues de toute logique et témoignent d'un courage politique certain. De cela au moins, le président Poutine sort grandi. Il sait consentir les ruptures indispensables à la survie de son pays, même si celles-ci s'avèrent dans les faits le plus souvent douloureuses et impopulaires.

312) Les relations Europe Russie

Après la révolution d'octobre et plus encore pendant la guerre froide, l'idée que la Russie était un élément étranger à l'Europe finit par s'imposer largement à l'ouest. Cette situation a désormais vécue.

Devant le parlement allemand, le 25 septembre 2001, Vladimir Poutine déclarait : « Aujourd'hui, nous devons déclarer une fois pour toutes : la guerre froide est finie ! Nous nous trouvons à une nouvelle étape d'évolution. Nous comprenons qu'il est impossible de créer une atmosphère de confiance sur le continent sans avoir une architecture moderne, solide et stable de la sécurité. Or, il ne peut y avoir de « Grande Europe » unie sans atmosphère de confiance ! Aujourd'hui, nous devons dire que nous renonçons à nos stéréotypes, à nos ambitions et que nous assurerons dorénavant ensemble la sécurité de la population de l'Europe et du monde entier. »

Les Occidentaux sont souvent inquiets du passage de Poutine par le KGB. Mais ce que l'on oublie parfois, c'est qu'il a fait ses classes au KGB en Europe, en Allemagne, ce qui en fait quelqu'un d'intrinsèquement différent, par exemple, d'Evgueni Primakov, qui a évolué au Proche-Orient. Les amis potentiels de Primakov sont donc des gens comme Saddam Hussein, tandis que Vladimir Poutine est culturellement beaucoup plus enclin à se rapprocher de Gerhard Schröder ou de Tony Blair. Poutine est culturellement un russe européen comme le démontre d'ailleurs son attitude, au côté des français et des allemands, dénuée de toute ambiguïté dans la crise irakienne actuelle. La Russie choisit, n'en déplaise aux américains, le camp de la vieille Europe.

313) Les relations RUSSIE OTAN

L'alliance atlantique, ou organisation du traité de l'Atlantique nord, constitue depuis 1949 l'élément central de la sécurité des pays d'Europe occidentale. Créée pour faire face à la menace communiste, elle survit à la disparition de celui-ci et de son adversaire, le pacte de Varsovie. Au lieu de disparaître ou de perdre de l'influence comme on aurait pu logiquement s'y attendre, L'OTAN a au contraire élargi son champ d'action depuis 1989. Bras armé du monde libre, l'OTAN permit aux Etats-Unis de rompre avec leur traditionnel isolationnisme et de partager peu ou prou le fardeau que constituait la défense du monde libre. Traditionnellement conçu comme un pôle de stabilité attractif en Europe, l'OTAN attire les pays non membre à commencer par ceux de l'ancien pacte de Varsovie qui veulent tous y adhérer. C'est pour eux l'extraordinaire opportunité d'en finir définitivement avec la période communiste et de se protéger contre une Russie qu'ils redoutent toujours. Ainsi dès le 20 décembre 1991 est créé le conseil de coopération de l'Atlantique Nord qui regroupe dans un but de consultation et de coopération économique, politique et militaire les 16 membres alors présents et les 22 membres du pacte de Varsovie dissous. Au sein de ce CCNA est créé le

partenariat pour la paix, initiative de coopération sécuritaire concrète, forte de 26 membres à savoir les 22 Etats de l'ex pacte de Varsovie plus l'Autriche, Malte, la Finlande et la Suède.

L'OTAN compte à ce jour 19 membres plus la Russie qui depuis 28 mai 2002 siège au conseil de l'OTAN. Cette organisation qui garde toutefois la possibilité de délibérer hors sa présence et si nécessaire d'agir contre son avis. C'est une des grandes victoires de Poutine. Un des objectifs russe est de participer pleinement à la sécurité de l'Europe, et notamment en ce qui concerne l'OTAN : le gouvernement de Vladimir Poutine pense qu'il est temps de renoncer au vieux principe soviétique selon lequel "ce qui est mauvais pour l'OTAN est bon pour la Russie". En définitive, la Russie renonce à une confrontation absurde, perdue d'avance, avec le monde développé, qui renforce notre sentiment d'humiliation et d'isolement. Les vrais intérêts passent par une coopération avec les Etats-Unis et avec l'OTAN. En effet, comme il a déjà été indiqué à plusieurs reprises au plus haut niveau, l'élargissement de l'OTAN demeure l'obstacle majeur à une coopération élargie, car il va à l'encontre des intérêts nationaux de la Russie. Ces intérêts tels qu'ils sont définis dans la nouvelle doctrine de « l'étranger proche », sont ceux de la Russie à se voir reconnaître un droit de regard dans les affaires intérieures des anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale, du Caucase et d'Europe. Il ne va pas non plus dans le sens de l'objectif suprême du renforcement de la sécurité et de la stabilité en Europe. L'élargissement de l'OTAN, s'il a lieu, créera une situation géopolitique fondamentalement nouvelle qui risque d'entraîner une révision totale des politiques de sécurité. Si la Russie reste en dehors du système de sécurité qui émergera sur le continent, la menace d'une nouvelle division de l'Europe deviendra réalité. L'opération en Bosnie prouve qu'aucune structure internationale ne peut faire face isolément aux défis des temps nouveaux. Les relations entre la Russie et l'OTAN doivent reposer sur des intérêts mutuels. Même si elle admet de nouveaux membres, l'OTAN ne remplacera pas le système de sécurité européen, comme l'a bien montré l'opération bosniaque, qui implique les Nations unies et ses représentants, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (notamment pour l'organisation d'élections) et d'autres structures européennes.

Entamer l'élargissement de l'OTAN en dépit des objections de Moscou et sans trouver une solution acceptable pour les deux parties ne me semble pas être la meilleure des politiques. L'Occident a intérêt à trouver un moyen d'éviter la rupture avec la Russie. L'opération conjointe conduite par la Russie et l'OTAN montre que les deux partis peuvent poursuivre des buts pacifiques par la coopération militaire. Conséquence directe et naturelle du partenariat pour mener à bien une mission commune, les soldats russes et occidentaux

travaillant côte à côte en Bosnie apprennent à se comprendre et à se faire confiance mutuellement. Il s'agit bien là de la première réussite tangible dans les relations depuis la Seconde Guerre mondiale. Au moment où les troupes de l'Alliance, de la Russie et d'autres pays non membres de l'OTAN accomplissent ensemble leurs difficiles missions en Bosnie, la coopération historique entre la Russie et l'OTAN afin de mettre en oeuvre l'accord de paix pour la Bosnie marque le début d'une nouvelle relation. Cette coopération peut et doit devenir une base de partenariats solides et naturels dans les années à venir.

En outre, La Russie a un rôle fondamental à jouer dans l'actuel ensemble européen sécurisé tant la désintégration de la Fédération de Russie constituerait une réelle menace pour la stabilité globale du continent. Il serait faux de croire que nous pouvons tirer un avantage durable de l'effacement de la Russie. Ainsi, le développement des relations OTAN – Russie n'est bien sûr pas le seul fait des russes. La fin de la guerre froide a obligé l'Alliance à s'adapter aux nouvelles données stratégiques en mettant en avant son rôle politique et en redéfinissant sa fonction militaire. La création du CPEA (Partenariat et coopération euro atlantiques) mais également le PpP (Partenariat pour la paix) ont jeté les bases d'une coopération novatrice pour les uns, renouvelée pour les autres. Ces initiatives n'ont pas pour but d'isoler la Russie mais bien de l'inclure dans des activités conjointes. La coopération entre les contingents militaires russes et alliés en Bosnie-Herzégovine puis au sein de la KFOR au Kosovo prouve que la coopération militaire est possible et que les perspectives futures sont favorables. Ces initiatives ont également aidé la Russie et les autres partenaires de l'OTAN à concrétiser dans les faits la fin de la guerre froide. L'Alliance a pris conscience de ses facultés d'adaptation aux exigences de l'après-guerre froide, tout en conservant son statut fondateur d'organisation de défense collective. Un autre élément majeur dans la transformation de l'OTAN, point fondamental des relations avec la Russie, est la création d'un forum de consultations, le Conseil Conjoint Permanent (CCP). Toutes ces démarches ont contribué à réduire de manière drastique le risque de confrontation résurgente, bien que nombre d'intérêts divergents subsistent.

Les relations OTAN Russie ne sont envisageables que si les efforts de rapprochement mutuels sont sincères et soutenus. Les Russes s'efforcent quant à eux de se défaire de leurs ressentiments issus de l'après-guerre froide et de leurs susceptibilités nationales parfois exacerbées, tant ils souhaitent collaborer efficacement avec l'OTAN. Les réformes doivent être menées dans le respect des opinions publiques. Un mécontentement populaire durable et partagé peut en effet favoriser à terme le retour d'un régime fort, mettant un terme à toute collaboration avec l'Occident. Les membres de l'Alliance doivent de leur côté s'attacher à

comprendre et à respecter processus de transition en Russie. Ils doivent comprendre et respecter l'histoire de ce vieux et grand pays. Les Alliés doivent aussi prouver aux Russes que leurs motivations sont purement sécuritaires et que l'élargissement n'est pas une sorte de cheval de Troie édifié aux dépens de l'ex Pacte de Varsovie. Même si le choix est évident, la marge de manœuvre des uns et des autres reste étroite. La gestion des négociations s'avère en conséquence complexe et délicate. L'appareil d'Etat et l'élite politique russe portent le poids écrasant de soixante-quatorze ans de politique soviétique. Pour beaucoup, expliquer que les véritables intérêts de la Russie sont compatibles avec ceux de l'OTAN et donc indirectement des Etats-Unis représente une concession intellectuellement inacceptable. Pour eux la coopération avec l'Occident demeure une perte d'indépendance et un aveu d'impuissance. Sur le plan de la politique intérieure, Poutine doit se garder des démagogues qui ont beau jeu d'agiter les vieux démons. Il est obligé d'avoir une volonté politique forte, non seulement dans ses relations avec Washington, mais aussi et surtout paradoxalement à l'intérieur de son propre pays.

314) La détente en Caspienne, un atout majeur pour la Russie

La production de pétrole de la fédération de Russie, actuellement de 7 millions de barils/jour, pourrait passer à 8.5 millions en 2010 et à 9.5 millions en 2020 selon les chiffres avancés par le « Figaro économie » du 4 mars 2003. En fait ce sont les ressources de la Russie et des pays voisins de la mer caspienne, dont le taux potentiel de progression est le plus prometteur. La Russie est actuellement le deuxième producteur mondial, derrière le Moyen-orient en terme de production/consommation. Elle est en outre le principal exportateur mondial de gaz. Elle possède 3% des réserves pétrolières mondiales, mais la pleine mise en valeur des gisements russes est incontestablement devenue un enjeu mondial. En fin de compte, le secteur pétrolier et gazier représente désormais 40% des exportations russes et 66% des recettes budgétaires de la fédération. De plus, 70% de ces exportations sont destinées à l'Europe, contre 7% seulement à l'Asie.

Le premier sommet énergétique américano-russe qui s'est tenu à Houston en août 2002, a mis en évidence une volonté commune de voir le pétrole russe contribuer à l'approvisionnement américain et les compagnies pétrolières américaines investir dans la prospection et la production en Russie même. L'admission de la Russie dès 2003 comme membre du G7 ainsi devenu G8, qui plus est comme pays organisateur en 2006, offre des opportunités inédites à ce pays de coopérer efficacement avec l'Europe et les Etats-Unis,

notamment dans les domaines pétrolier et gazier. Dans cette perspective, la Russie en dépit de ses divergences avec les américains sur l'opportunité d'une deuxième guerre du golfe, entend bien que quelque soit l'avenir de l'Irak, y jouer un rôle inchangé dans le domaine pétrolier. Il est à noter que sa principale compagnie, à savoir Lukoil, est titulaire d'un contrat de développement du plus important des nouveaux champs pétroliers irakiens.

L'effondrement du monde soviétique a fait émerger dans la zone de la mer Caspienne, une myriade de nouveaux pays producteurs de pétrole et de gaz (Kazakhstan, Azerbaïdjan, Ouzbékistan, Turkménistan), étant entendu que l'Iran et la Russie sont eux aussi riverains de cette région. Le transport d'exportation des ressources énergétiques correspondantes a longtemps constitué un sujet d'affrontement entre la Russie, désireuse de voir les productions de la zone être évacuées vers son territoire ou vers des réseaux de pipelines et de gazoducs d'exportation, et les Etats-Unis qui espèrent à l'inverse mettre en place des réseaux qui ne traversent pas la Russie mais plutôt la Turquie méditerranéenne, le tout à son profit ou à celui de l'Europe occidentale. Cependant, d'un point de vue purement politique la situation a bel et bien évoluée. En effet, l'engagement commun de la Russie, des Etats-Unis et des pays de la zone lors de la guerre anti-terroriste en Afghanistan, allié à l'explosion des besoins énergétiques des occidentaux, amène à considérer des tracés autrefois concurrents comme plus complémentaires que réellement incompatibles. Après le succès des opérations militaires en Afghanistan et le projet de gazoduc Turkménistan/Pakistan à travers le pays afghan, certains opérateurs n'excluent pas une liaison directe pour le pétrole de la Caspienne avec l'Iran. Le futur rôle central de la zone Caspienne ainsi que celui des opérateurs russes dans l'approvisionnement de l'Europe voire de l'Asie, s'en trouve logiquement confirmés. A moyen terme, le profit économique est géopolitique de la Russie dans cette affaire est évident. De fait la conjoncture politique et énergétique mondiale valorise donc les atouts de la Russie et des pays riverains de la mer Caspienne. Ces derniers s'affirment ainsi comme de futurs acteurs incontournables de l'approvisionnement pétroliers et gaziers des pays de l'OCDE. Les Etats-Unis qui développent un partenariat énergétique avec la Russie, sont très présents dans la région. Ils ont à l'évidence pris la mesure des formidables enjeux en cours et ce finalement pour le plus grand profit de la Russie.

32) ENTRE ALLIANCE OBJECTIVE ET INTERETS NEGOCIES

321) L'alliance objective

En dépit de son déclin économique et démographique, la Russie demeure sous certains aspects, une grande puissance. Ses réserves naturelles sont au minimum évaluées à 35% des réserves mondiales de gaz naturel, 13% des réserves de pétrole et 12% des réserves mondiales de charbon. Sa population actuelle est désormais homogène puisqu'à 80% slave, avec un potentiel humain en terme scientifique et technique, des plus élevés et qualifiés. La Russie demeure incontestablement un producteur d'énergie aussi prometteur qu'incontournable. On peut d'ailleurs affirmer que la Russie connaît aujourd'hui du fait des relations qu'elle entretient avec les républiques voisines, indépendantes, à dominante musulmane, des problèmes du même type que ceux que connaît l'Union Européenne vis-à-vis de la Turquie ou du Maghreb. En effet, confronté elle aussi à un réel déclin démographique, la Russie doit maîtriser une nécessaire immigration tout en préservant son identité nationale, ethnique, religieuse et spirituelle. La Russie possède désormais des intérêts communs avec les états occidentaux, à savoir la préservation de la sécurité internationale, la prévention de la prolifération nucléaire et du développement des armes de destruction massive, la lutte anti-terroriste et anti-drogue, le règlement le plus rapide possible de tout conflit régional émergent. Dès le 7 décembre 1999 en plein ultimatum lancé aux habitants de Grozny, le porte parole de la Maison Blanche déclare avec insistance que « l'assistance fournie à la Russie sert à nous rendre la vie plus sûre. Elle sert à réduire la menace nucléaire. Je ne sais pas, à ce stade, quels bénéfices nous pourrions tirer en y mettant fin. » Le 28 mai 2002, date historique, consacre cette alliance objective avec l'instauration solennelle du conseil Russie/OTAN compétent pour traiter de sujet aussi divers que la lutte anti-terroriste, la gestion des crises, la maîtrise des armement et la non prolifération nucléaire, la défense contre les missiles de courte et moyenne portée, la recherche et le sauvetage en mer, les rapports entre les militaires et les réformes de défense, les plan civils d'urgence, les menaces et défis nouveaux. En outre la déclaration des vingt chefs d'état prévoit explicitement l'élargissement de cette liste initiale à d'autres domaines de compétence. Certes le conseil de l'OTAN conserve la possibilité de se réunir à dix-neuf pour décider sans l'aval de la Russie, mais cette possibilité apparaît désormais réservée à un dernier recours en cas de crise. Ce conseil à vingt donne corps à l'idée un peu trop vite

avancée lors de la chute du mur de Berlin en 1989, d'un système de sécurité unifié de Vancouver à Vladivostok.

Il est clair que les occidentaux ne sont pas tous convaincus du virage russe vers l'Occident. La Russie se range aux côtés des Etats-Unis pour participer à la lutte contre le terrorisme. A-t-elle pour autant accepté de rentrer dans le rang ? L'Ouest rendu méfiant par les périodes passées dites de détente, ne sait pas trop qu'en penser. Annoncé depuis longtemps, le virage a été pris, ostensiblement à la faveur du 11 septembre 2001. La Russie s'est rangée aux côtés de l'Occident, et plus exactement encore des Etats-Unis. Il s'agit tout d'abord de participer à la lutte contre le terrorisme et pour la civilisation, mais aussi et surtout d'entrer dans le club des gens respectables, partageant des valeurs identiques et s'en félicitant mutuellement.

A l'examen, le virage américain de Vladimir Poutine semble bien sincère. De fait, son initiative n'est pas si surprenante que cela. Tout effort de grande envergure entrepris pour combattre une organisation terroriste en Asie centrale est très clairement dans l'intérêt objectif du président et du peuple russe. La seule opposition que la Russie pourrait manifester face à un tel effort serait fondée sur un calcul géopolitique ou sur des réminiscences de l'idéologie communiste selon lesquels cette entreprise servirait encore plus les intérêts des Etats-Unis, participant d'éventuelles manœuvres destinées à encercler la Russie ou à asseoir la position américaine en Asie centrale. Lorsque Vladimir Poutine a été interrogé à ce sujet durant son séjour aux Etats-Unis à la mi-novembre 2001, il a fait preuve de pragmatisme et de détermination. A la personne qui lui demandait s'il était inquiet du renforcement des positions américaines en Asie centrale, il a répondu fort logiquement : « ce qui m'inquiète, ce n'est pas la position des Etats-Unis en Asie centrale, c'est le terrorisme qui passe de l'Asie centrale à la Russie ».

Si la Russie a changé, du fait de ce choix, on peut légitimement se demander qu'elle est la nature de cette évolution. Depuis dix ans qu'elle s'est recentrée sur elle-même, privée de ses anciennes colonies, elle n'a pas cessé de susciter des espoirs déçus. Elle s'était proclamée démocratique dès le début des années 1990, et aujourd'hui elle prétend clairement à un statut de démocratie. Cependant avec des élections mises en doute, des députés adeptes d'opposition factice et parfois suspects de corruption, une administration présidentielle démesurée, d'immenses contrastes sociaux, ethniques, géographiques, un désordre ambiant qui résiste à la l'application de la loi, la Russie reste un pays différent à vivre selon que l'on est puissant ou misérable. De même il faut pour tous faire allégeance à un pouvoir central en

pleine renaissance. A titre d'exemple, les citoyens russes doivent toujours obtenir une autorisation de résidence, lointain héritage du servage. Dans le même ordre d'idée, malgré la réforme en cours de la justice, les juges demeurent malgré tout parfois aux ordres ou corrompus. Tout au long de son histoire, la Russie a cherché à l'extérieur un contrepoids à ses échecs intérieurs. C'est ainsi qu'elle a bâti un empire, les tsars puis les secrétaires du parti soumettant les peuples étrangers en même temps qu'ils imposaient au leur l'esclavage ou la dictature. Il n'est pas certain que les russes, leurs dirigeants, leurs généraux, aient définitivement compris que cette ce temps là est révolu et cette logique là anachronique : il n'y a plus d'empire possible alors même que la notion de démocratie est la condition sine qua non d'une intégration dans le concert international. Le souci majeur pour beaucoup d'entre eux, est de toute évidence de conserver l'intégralité de la Fédération de Russie, qui est elle-même un agrégat de nations encore dominées par Moscou. Les velléités d'autonomie du Tatarstan et certaines régions sibériennes, sont contenues. Mais de là à conserver l'intégralité du Caucase du Nord et à en finir définitivement avec la révolte tchétchène, il y a une défi certain.

322) Le rôle essentiel de Poutine

L'ouest se montre échaudé, hésitant sans toujours réellement percevoir la logique russe. Séduites un temps par Gorbatchev, amusées ensuite par Eltsine, les opinions occidentales ont une défiance bien compréhensible pour Vladimir Poutine. Il n'a, a priori, pas grand-chose pour s'imposer. Il a été porté à la présidence dans des circonstances opaques, sur fond d'attentats sortis de nulle part et de guerre en Tchétchénie, par des hommes qui souhaitaient préserver leurs intérêts de la Bérézina du régime Eltsinien. Ancien du KGB, il en a le style froid, l'apparence presque inquiétante, et s'appuie sur les structures immuables du pouvoir. Son langage souvent très direct et explicite et ses accents grand russes rappelle de mauvais souvenirs. Mais à l'usage, Poutine semble convertir beaucoup de personnes à son style d'action. Son austérité et son autorité sont précisément ce qui convenait à un pays en pleine anarchie. Le despotisme éclairé n'est-il pas ce qui, dans l'histoire, a le plus profité à ce pays Certes, Boris Eltsine s'était lui-même posé en nouveau Pierre le Grand, avant de donner l'image d'un homme corrompu et alcoolique manœuvré par des courtisans. Mais Poutine, en dépit de ses origines modestes, paraît plus crédible dans le rôle de l'homme d'état providentiel. Il s'est attaché à restaurer l'autorité de l'Etat, à commencer par la sienne dans les régions, s'est attaqué à ceux qui pillaient la Russie, ou plutôt à ceux d'entre eux qui avaient

cru pouvoir continuer de le faire. Tout cela n'a pas été facile et d'ailleurs la mise au pas énergique des médias russes soulève des protestations, mais curieusement plutôt pour des questions de forme. La guerre menée en Tchétchénie est toujours aussi sale, mais elle devient sinon juste tout du moins justifiable. En conséquence de quoi, elle continue.

De plus en Russie la situation a commencé, doucement, à s'améliorer. Vladimir Poutine a eu de la chance : puisque son arrivée au Kremlin a coïncidé avec une forte hausse du prix du pétrole, la principale ressource du pays. Une bonne partie du produit des exportations, et du travail de la population, continue à être détournée ou rançonnée, les capitaux continuent à fuir le pays, mais cette fuite se ralentit sensiblement. Les arriérés de salaire sont progressivement payés, la misère des plus pauvres est un peu plus prise en compte, les classes moyennes se débrouillent, les mafieux et les oligarques sentent le vent tourner et respectent mieux les règles sociales et judiciaires. Et puis le président s'est très vite adapté à son métier. Le très conventionnel officier du KGB s'est entouré de conseillers en communication talentueux qui l'ont placé aux commandes d'hélicoptère et sur des tatamis de judo. L'homme au visage glacial et inquiétant s'est mis à sourire. Il est aidé par ses homologues occidentaux, qui vite considèrent qu'il est non seulement fréquentable, mais qu'il convient de le flatter voire d'en faire la promotion. Tony Blair a donné l'exemple, Gerhard Schröder et Jacques Chirac l'ont suivi. Mais ironie de l'histoire, c'est George William Bush qui lui a apporté le brevet définitif de respectabilité en affirmant, la main sur le cœur, que le maître du Kremlin lui inspirait une « totale confiance ». Sans doute l'attitude de la Maison Blanche est-elle moins naïve qu'il n'y paraît. Elle est presque paternaliste tant il est clair que l'Amérique d'aujourd'hui ne traite plus avec la Russie sur un pied d'égalité. La nouveauté, c'est que Moscou semble avoir pris acte de cette réalité, et accepté de jouer selon les nouvelles règles. Mais elle n'a pas vraiment le choix. Doit-on penser sérieusement que la Russie de Vladimir Poutine a accepté de rentrer dans le rang, avec pour toute récompense la politesse que l'on doit à un partenaire vassalisé qui peut, ou doit, rendre service ? C'est toute la question des prises de positions actuelles de la Russie. Mais le choix de Poutine de se ranger dans le camp des opposants à la deuxième guerre du golfe, montre aux Etats-Unis les limites de l'alliance objective entre ces deux nations jadis ennemies scellée autour de la lutte anti-terroriste.

Il est un fait que Poutine n'est pas un anti-occidental contrairement au général Lebed, il n'éprouve aucune nostalgie du système soviétique et n'a aucunement idéalisé ce régime passé. Il sait trop bien que ce n'est pas en empruntant cette voie qu'il redonnera à son pays sa grandeur passée.

323) Des intérêts négociables

Les intérêts de la Russie sont d'abord ceux des enjeux asiatiques. En vue de retrouver une dimension globale la Russie doit se tourner aussi vers l'Asie et s'efforcer de dépassionner le dialogue avec Washington. Dans une telle perspective, Moscou joue la carte de l'Asie. En effet, en Asie, la Russie cherche presque instinctivement à retrouver des attributs, fussent-ils d'influence, de puissance mondiale. Comme l'a déclaré A. Douguine conseiller à la Douma en novembre 2000 : " Le seul moyen pour la Russie de rester un sujet de l'Histoire est de conclure une alliance stratégique à long terme avec les puissances de l'Eurasie qui possèdent un potentiel démographique, économique, culturel et militaire élevé. La réalisation de cette politique eurasiennne devient l'idée-force de la nouvelle Russie. Adoptée le 30 juin 2000, cette nouvelle doctrine de politique étrangère défend la vision d'un monde multipolaire pour contrer la domination unilatérale des Etats-Unis. Privilégiant le renforcement de la présence russe en Asie, les stratèges du Kremlin mettent l'accent sur les relations avec l'Inde et la Chine pour rééquilibrer les rapports de force avec la superpuissance américaine. La Russie n'ayant plus les moyens de rivaliser avec l'arsenal militaire américain ou la puissance économique, le Kremlin préfère se tourner vers la région asiatique afin de jouer un nouveau rôle plus de dix ans après la fin de la guerre froide. De fait, Moscou se rapproche non seulement sur Pékin et New Delhi, mais de la Transcaucasie et des Etats d'Asie centrale. Selon la nouvelle doctrine, " la tendance à la mise en place d'un monde unipolaire avec une domination économique et militaire des Etats-Unis se renforce (...) et la Russie cherchera à créer un système multipolaire dans les relations internationales ". A la fois pragmatique et empreinte de *realpolitik*, la politique étrangère du nouveau président russe vise le maintien relatif de l'équilibre stratégique avec les Etats-Unis. Dans ce contexte, le document d'orientation russe précise que " l'Asie a une importance croissante pour la Russie, en raison de sa situation géographique ". Pour Moscou, la Transcaucasie et les Etats d'Asie centrale jouent un rôle géopolitique majeur. Foyer d'instabilité politique mêlant guerre de religions et pétrodollars où s'entrecroisent les intérêts de Washington, de Moscou et des capitales européennes, cette région est un véritable laboratoire de politique étrangère. Face à l'influence croissante des Américains et à la montée en puissance de courants islamistes radicaux, le Kremlin entend renforcer sa présence dans la région à travers de nouvelles coopérations. Dans ce cadre, la Chine et l'Inde sont donc des partenaires précieux pour l'influence diplomatique russe sur la scène internationale. Les 18 et 19 juillet

2000, le président russe effectue sa première visite diplomatique en Chine depuis son élection au Kremlin. Cette rencontre bilatérale entre Vladimir Poutine et Jiang Zemin a été l'occasion de mettre en œuvre les nouvelles lignes de la diplomatie sino-russe. La Russie et la Chine ont également pu renforcer leur coopération dans la région d'Asie centrale pour lutter non seulement contre le terrorisme islamiste mais aussi pour réduire l'influence américaine dans une région considérée comme stratégique pour ses ressources en hydrocarbures. Après le rapprochement diplomatique avec la Chine, Poutine parvient à intensifier les relations de son pays avec l'Inde lors de sa visite le 3 octobre 2000. La dernière venue d'un président russe en Inde remonte à celle de Boris Eltsine en janvier 1993. Dans la droite ligne des orientations de sa nouvelle politique étrangère, le président russe signe avec le Premier Ministre indien, Atal Bihari Vajpayee, une déclaration de partenariat stratégique. Ce partenariat a notamment pour objet le développement du commerce, la coopération technique et militaire et le soutien de la Russie à la candidature de New Delhi au Conseil de sécurité des Nations unies. Le volet militaire est aussi l'un des principaux volets de cette nouvelle coopération russo-indienne. L'Inde s'est en effet engagée à poursuivre la remise à niveau de son potentiel militaire par l'achat de matériels et de technologies militaires russes.

324) Les points d'achoppement avec l'occident

Les sujets de divergence traditionnels entre la Russie et les Etats-Unis subsistent quand bien même ils sont passés au second plan depuis l'alliance contre le terrorisme. Ces principaux sujets sont les suivants : l'élargissement de l'OTAN, les ventes d'armes russes à l'Iran, le sort du traité ABM de 1972, la situation des droits de l'homme en Tchétchénie, la corruption des appareils d'Etat, la liberté de la presse en Russie, la collaboration nucléaire avec l'Iran et la relance de la course à la technologie militaire.

Plusieurs divergences avec l'occident expliquent donc les orientations de la politique étrangère russe. En Europe, le Kremlin doit composer avec l'élargissement de l'Alliance atlantique et son renforcement au lendemain de la crise du Kosovo. L'OTAN est clairement perçue comme une menace persistante sur l'influence russe dans son pré carré d'Europe de l'Est. Le nouveau concept stratégique de l'OTAN et son rapprochement avec les Etats baltes, aux portes de la Russie, ne plaît guère aux stratèges de Moscou. Sur la question du désarmement, le projet américain d'un système national de défense antimissile (NMD) pour faire des Etats-Unis un sanctuaire a provoqué la colère des Russes. Soutenu par

l'administration de G. W. Bush, son existence est considérée à juste titre par le Kremlin comme une violation du traité russo-américain de défense antimissile ABM de 1972. Face à ce projet militaire américain, Vladimir Poutine brandit la menace d'une nouvelle course aux armements. Moscou et Pékin se sont d'ailleurs rapprochés pour dénoncer le projet américain d'un système national de défense antimissile (NMD) et exercer une pression diplomatique sur les Etats-Unis. Les deux pays craignent la violation du traité ABM de 1972 et la relance de la course aux armements. De fait la Russie est dans l'incapacité économique de s'inscrire dans une telle logique qui lui a coûté si cher par le passé. Dans le même temps, Moscou entend dépassionner ses relations avec Washington tout en faisant respecter ses points de vue propres au niveau international : N'en déplaise aux démagogues, la défense des intérêts nationaux russes passe par la coopération avec les Etats-Unis. L'objectif principal est de continuer à avoir un dialogue de puissance à puissance, notamment dans le champ des discussions en matière nucléaire (lutte contre la prolifération, désarmement). La réussite de la négociation en ce qui concerne la réduction des armements nucléaires et le développement de système anti-missiles est importante pour le Kremlin afin de garder l'initiative en tant que puissance nucléaire influente. Les discussions portent essentiellement sur une diminution de l'arsenal nucléaire qui permette d'en limiter les coûts et les risques et, surtout, la création d'un système de défense antimissile couvrant les frontières méridionales et orientales de la Russie et de la CEI. Ce dernier reste un test pour les russes et les américains car, comme vestige du dialogue de la guerre froide, le traité ABM était la pierre angulaire du dialogue pour le désarmement. L'examen de passage entre Washington et le Kremlin se situe au cœur de la polémique sur les boucliers anti-missiles entre Bush et Poutine. Le sujet a toutefois perdu de son acuité aujourd'hui au regard de la lutte anti-terroriste et du deuxième conflit américano-irakien.

Une divergence fondamentale a toutefois disparue, celle du terrorisme tchéchène. Il y a quelques années, la Russie avait effrayé les occidentaux en arguant de son droit à frapper les camps d'entraînement terroristes en Afghanistan. Pour Moscou, le milliardaire saoudien Oussama Ben Laden était alors le principal champion de l'islamisme radical en Asie centrale. C'est lui qui armait et préparait les indépendantistes les plus durs de Tchétchénie. L'occident avait alors appelé les dirigeants russes « à la retenue ». C'était en mai 2000 ! Ironie du sort, ce combat devenait celui des américains un an plus tard. Le 23 mars 2003, les résultats du référendum en Tchétchénie sont rendus officiels. Plus de 90% des électeurs ont approuvé la constitution qui lie leur république à la fédération de Russie. Bien que la scrutin ait été qualifié de « farce », par les indépendantistes, et que plusieurs ONG aient dénoncé ce

référendum « à la Potemkine » pour Poutine, la question est réglée. Moscou se prépare déjà à une vaste amnistie qui précéderait l'élection d'un président tchéchène loyaliste. Poutine déclare à ce sujet : « la question de l'intégrité territoriale de la Russie est close. Les tchéchènes ont choisi la paix ».

CONCLUSION

S'il est vrai que selon la formule consacrée «pour les britanniques le fair play consiste à serrer la main du perdant », les relations asymétriques actuelles entre la Russie et les Etats-Unis convient bien aux américains. La Russie nain politique et économique, conserve pourtant une place particulière héritée de l'histoire et du rôle éminent qu'elle y a récemment joué. Toutefois la Russie connaît actuellement un tel déclin qu'elle a même du mal à s'imposer comme une puissance régionale. Son poids réel en Eurasie reste à définir. Elle cherche à trouver sa juste place entre une Europe naissante et des alliances asiatiques par trop fragiles et compliquées.

Les Etats-Unis quant à eux, se satisfont d'une situation de domination unilatérale dans laquelle la logique de puissance ne les astreint même plus à souscrire aux règles du droit international. Gendarme du monde ils ont le sentiment de pouvoir concilier urbi et orbi la morale et l'action.

Quoiqu'il en soit, les conséquences de la deuxième guerre du golfe sur la place de la Russie sur la scène internationale sont évidentes, alors même que le conflit suit encore son cours. La clarté de la position russe dans son soutien à la position franco-allemande sur la question irakienne est certes courageuse, mais surtout fort logique. Bien que la Russie ait logiquement maintenu des relations très prudentes avec les Etats-Unis, son opposition à la guerre a contribué à lancer une dynamique nouvelle en Europe. Le président Poutine manifeste en l'espèce une perception réaliste des intérêts nationaux de son pays tels qu'ils s'envisagent dans la durée. En dépit d'intérêts réels en Irak, il convient de ne pas surestimer l'importance de ce pays pour la Russie. Il n'est pas un partenaire décisif pour Moscou, à la différence de l'Iran. L'issue de la guerre n'aura donc malgré tout que des conséquences limitées pour la Russie.

En fait les relations russo-américaines sont plus complexes que ce qu'on laisse entendre de part et d'autre dès lors que l'on parle de la nouvelle grande alliance. L'intérêt de la Russie qui est un pays objectivement très faible, n'est pas d'entretenir une opposition franche avec son ennemi d'hier. Moscou sait que l'alliance anti-terroriste née des événements du 11 septembre 2001, contraint l'Amérique à cesser de soutenir les forces islamiques subversives dans la région du Caucase et de la mer Caspienne. Tel est le fondement de ces relations nouvelles, tant les Etats-Unis ne sont en dépit de leur hyper

puissance qu'un partenaire économique mineur pour la Russie, au titre du commerce, des investissements comme de la dette.

A l'inverse, la preuve de la fiabilité de l'Europe comme entité géopolitique sur la scène internationale, reste à produire. Alors même qu'il subsiste des tensions de fonds entre russes et américains, la Russie poursuit l'objectif clair de promouvoir un monde multipolaire. A ce titre le discours manichéen du président Bush ne peut que déplaire aux dirigeants russes. D'ailleurs le rejet de l'Iran dans le camp de l'axe du mal serait lourd de conséquences pour les intérêts vitaux de la Russie. La philosophie actuelle de l'administration américaine, que les spécialistes résument par le triptyque barbare d'« isolationisme/interventionisme/providentialisme », pose pour la Russie comme pour d'autres vieux pays européens des problèmes majeurs. Le langage pour le moins réducteur des américains sur la lutte du bien contre le mal, dialectique justifiant toutes leurs interventions militaires, ne rend absolument pas compte de la complexité des rapports existants entre les différents protagonistes.

Le président Poutine précisant la position russe le 9 février 2003 déclare : « Nous sommes convaincus qu'un recours unilatéral à la force entraînerait d'énormes souffrances pour la population et ferait monter la tension dans l'ensemble de la région. D'après nos estimations, la majorité des membres du Conseil de Sécurité partage une telle approche ». Il précise néanmoins qu'il reste en contact étroit avec les Etats-Unis et qu'il estime inapproprié d'entretenir un sentiment anti-américain à propos de l'Irak. Un peu plus tard, il déclare lors d'un interview diffusée sur la chaîne de télévision France 3 : « une action unilatérale serait une grande erreur mais la conséquence la plus grave serait la menace de fracture au sein du Conseil de Sécurité des Nations Unies et la fin de la coalition anti-terroriste. Cela pourrait provoquer la désintégration de l'Irak, la complication du règlement israélo-palestinien, la radicalisation du monde musulman, sous oublier enfin les risques d'une nouvelle vague d'attentats terroristes ». Il s'empresse toutefois d'ajouter que l'émergence d'un fond constitué de la France, de l'Allemagne et de la Russie en « contrepoids » aux Etats-Unis serait « un mauvais scénario tant pour l'Europe que pour les Etats-Unis. Nous espérons bien que les Etats-Unis ne vont pas s'isoler, ce ne serait pas bon du tout pour la mise en place d'un nouvel ordre mondial ».

Les prises de position russes sont contestées sur le plan interne, notamment par les élites financières qui bénéficient directement des bonnes relations américano-russes. La vieille fascination qui existe en Russie pour les Etats-Unis, est vive dans ces milieux d'affaire. L'intérêt de la Russie est bien différent. En effet, la réussite de l'intégration de la

Russie à l'Europe passe sans nul doute par son aptitude à collaborer avec les puissances européennes, à commencer par le couple franco-allemand. Poutine a compris qu'il faut sortir d'une logique purement rentière et que les revenus pétroliers ne sont pas en mesure à terme, d'assurer la vie économique et sociale du pays. Les vrais économistes et entrepreneurs russes en sont d'ailleurs convaincus. Les puissances européennes en général, la France et l'Allemagne en particulier, offrent donc à la Russie la possibilité nouvelle d'adopter une stratégie cohérente de développement et d'intégration. Cette voie nouvelle constitue à l'évidence une alternative aussi sérieuse que viable aux relations toujours asymétriques et parfois humiliantes qui existent à ce jour entre la Russie et les Etats-Unis. Ce partenariat économique et politique novateur semble de nature à promouvoir un contexte européen inédit fondé sur la sécurité et le développement, mettant ainsi un terme définitif aux relations russo-américaines directement héritées de la guerre froide. Cette nouvelle donne risque de se faire aux dépens des Etats-Unis, mais au profit d'un nouvel équilibre mondial, plus juste et plus conforme aux réalités de la Russie d'aujourd'hui.

BIBLIOGRAPHIE

- *« Puissances et influences », Arnaud Blin/Gérard Chaliand/François Géré, Editions des mille et une nuits, 2000-2001.
- *« L'incroyable alliance » de Pierre Lorrain, Editions du Rocher, 2002.
- *« L'année stratégique 2001 », Pascal Boniface, Editions Michallon, 2001.
- *« Dictionnaire des relations internationales »de Pascal Boniface, Editions Hatier, 1996.
- *« L'année diplomatique 2000 » de Jean-Pierre Ferrier, Gualino  diteurs, 2000.
- « Constantes et changements dans l'histoire », Aymeric Chauprade, Editions Ellipses, 2001.
- *« Mondes rebelles », Arnaud de La Grange, Editions Michallon, 2002.
- *« Traité de stratégie », Hervé Coutau-Bégarie, 3^{ me} edition 2002.
- * Hebdomadaire « Le Point » N 1590 du vendredi 07 mars 2003.
- * « Bush s'en va-t-en guerre », Bob Woodward,  ditions Denoël, mars 2003.